

Dénatalité : contorsions et habillages face aux disgracieuses réalités

Posté le : 18 juin 2026 15:13 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique, sécurité sociale

Les Français et notamment les personnalités politiques refusent de voir à quel point l'information a pu être mensongère sur certains sujets. C'est facile à montrer sur la question des statistiques de l'avortement et son rôle dans nos difficultés démographiques.

La juriste A.M. Dourlen-Rollier, figure phare de la lutte pro avortement, avance, au milieu des années 1960, le chiffre de 800 000 avortements pratiqués en France chaque année. En 1971, le manifeste des « 343 » femmes, célèbres et moins célèbres, qui déclarent publiquement avoir eu recours à l'avortement, fait mention d'un million d'avortements en France chaque année. Certains iront jusqu'à annoncer 1 300 000 avortements par an.

Ces chiffres sont impossibles. Ils signifieraient qu'une pratique interdite et lourdement sanctionnée aurait été supérieure aux naissances et que 10 millions de femmes auraient pratiqué un avortement dans les années soixante. Le mensonge est totalement démesuré !

Lors de la rédaction en 1969 de ma thèse sur la prévision à long terme, la démographie avait une place importante. On évoquait 60 mille avortements en France et entre 30 000 et 40 000 à l'étranger, soit, compte tenu de la précarité des sources, entre 90 000 à 120 000 avortements, soit moins de 20 % des naissances. La généralisation d'une pratique devenue légale et gratuite, aboutira à un taux d'avortement situé entre 23 et 24 % des naissances.

Sauf à croire que la légalisation, la sécurisation et la gratuité aient fait baisser l'avortement, on constate que les chiffres probables étaient de 100 000 avortements avant la loi Weill et une montée progressive vers les 240 000 actuels. Ce qui est cohérent.

Le système d'information a donc présenté unanimement aux Français un mensonge outrancier et invraisemblable, et présenté des chiffres entre trois et dix fois trop élevés, le tout accompagné par une campagne violente de dénigrement de tous ceux qui voulaient les contester, présentés comme des ignobles qui acceptaient la souffrance et la mutilation des femmes. C'est le début d'une pratique qui allait se généraliser en France. Le mensonge accompagné de l'injure et de la culpabilisation des observateurs. Le comble a été la caution du mensonge donnée par l'INED et les démographes de télévision. Qui sait que la méthode d'évaluation des avortements en France par l'INED n'est pas publiée et reste inconnue donc impossible à soumettre à une revue scientifique ?

Le mensonge démographique dépasse évidemment la question de l'avortement. Pour « ne pas culpabiliser les femmes », une légende trompeuse s'imposera sous la forme d'un « narratif » présenté comme une vérité scientifique : « La France n'a pas de problème de naissances et fait mieux que tout le monde. Circulez, il n'y a rien à voir » ! Tous les lanceurs d'alerte ont été injuriés, marginalisés puis éliminés. On se souvient que Michel Debré était présenté avec un entonnoir sur la tête, symbole de la folie, à la fin des années quatre-vingt !

Il faudra attendre 2 024 pour qu'on comprenne soudain que le non-renouvellement générationnel était imminent et que la baisse de population nous guettait à très court terme. Le mensonge a duré

plus de cinquante ans ! Dans le pays de Voltaire qui se croit l'exemple même de la démocratie et de la liberté de parole et de pensée !

Dès la parution des chiffres de naissances de 2000, notre petit groupe a fait le constat qu'il manquait environ 500 000 naissances par an en France, par rapport à 1971, l'IVG tel que décomptée comptant pour environ 40 % de la perte. En 2012, pour la campagne présidentielle nous avons annoncé une baisse des 20-60 ans et une véritable explosion des plus 60, situation très dangereuse qui créerait mécaniquement un déficit colossal (nous disions 3 000 milliards d'Euros) pour notre système social. Silence de plomb des journaux et des politiques, à la veille des élections présidentielles. Le danger le pire, mettant en cause tout l'équilibre du système social de façon radicale, a été exclu du débat, avec la complicité de tous les journaux et tous les partis. Un aveuglement volontaire de toutes les forces ayant une influence sur l'opinion.

La question du grand remplacement, vilipendé, empêchait de parler des naissances et des conséquences du vieillissement, traitées seulement indirectement par l'intermédiaire de la question technique de l'âge de la retraite dans un système par répartition de plus en plus déséquilibré. Ce qui n'a pas empêché Hollande et ses sbires de supprimer l'universalité des allocations familiales et de modifier le quotient familial en plein marasme des naissances. Et l'auteur de cette imbécillité coupable prétend redevenir Président !

Aujourd'hui la réalité ne peut plus être niée. Le désastre démographique fait l'objet d'une information enfin documentée, alors qu'il est trop tard pour réagir. Il fallait le faire au début des années quatre-vingt-dix au plus tard !

Le problème du menteur est toujours le même : quand le mensonge est devenu manifeste, il lui faut traverser un moment difficile. Plus le mensonge a été abyssal et prolongé, plus les contorsions sont extravagantes et risibles.

On assiste à plusieurs tentatives exonératoires, s'articulant autour d'éléments de langage repris avec une belle unanimité.

- Le féminisme et la femme en général ne peuvent pas être mis en cause. Pourquoi ? Parce que le désir d'enfants reste vif et supérieur au seuil de remplacement générationnel. Si on ne fait plus d'enfants, c'est pour des causes matérielles qui entravent une volonté contraire. Le niveau de vie est trop bas, l'immobilier trop cher, les crèches saturées (et dangereuses), les carrières mal aménagées etc. L'avortement et la destruction du mariage traditionnel ? Aucun impact !
- La dénatalité est toute récente. Tout allait bien et, surprise, l'exception française s'est évanouie on ne sait pas trop pourquoi. En vérité, nous avons perdu 12 500 000 enfants à naître entre 2000 et 2025. Et les moins de 20 ans ne sont plus que 15 millions, quand ils étaient le double en 1971. 50 % de pertes, totalement prévisibles dès l'an 2000 ! L'ampleur du mensonge reste titanesque.
- Les vrais responsables sont le capitalisme et le virilisme. L'écologie militante pointe l'horreur de l'enfant des pays développés qui crée plus de CO2 que l'enfant des pays sous-développés. C'est à l'homme qui asservit la femme et la réduit à des tâches de gynécée et à l'acceptation régulière de son « jet toxique », de prendre sa part des tâches familiales. Emmanuel Macron toujours en fête lorsqu'il faut provoquer a créé un haut-commissariat à l'enfance dirigée par une femme, lesbienne et ayant eu un enfant par PMA. Que tout le monde comprenne bien que la Vierge Marie, c'est bien fini dans son acception traditionnelle !
- Le vrai péril n'est pas la fin des naissances, puisqu'on a l'immigration, mais le « péril vieux ». Alors la pensée fraîche et avancée travaille plus sur le suicide assisté des vieux que sur la promotion des naissances. L'immigration débridée qui a saturé tous les systèmes sociaux et

transformé les mœurs du pays et sa sécurité intérieure et extérieure reste pour l'information construite la seule chance d'un pays régénéré par l'extérieur. Il n'y a pas que pour M. Mélenchon que l'islamisation est la marque d'une Nouvelle France. Le minaret et les muezzins, seraient donc l'avenir néofrançais dans une Europe islamisée, à la façon de l'Englandistan ? En Europe certaines associations n'hésitent pas à défendre cette idée. Qu'on se rappelle la campagne faisant du foulard islamique la marque de notre extraordinaire et vertueuse tolérance à l'autre.

Le mot mensonge est désormais dans le titre de pratiquement tous les ouvrages politiques qui paraissent. Mais là encore, la dénonciation du mensonge sert le mensonge. Ce sont nécessairement les vilains qui altèrent les vérités construites du « politiquement correct » et qui mentent. Les mensonges sont dans une boucle qui voit le serpent se mordre la queue dans un perpétuel recommencement.

On se surprend à entendre un journal télévisé mettre en prime time citer l'exemple magnifique de la vasectomie qui évite les frais de l'avortement. Le mot démographie est totalement absent du manifeste présidentiel de M. Glucksmann sorti du néant par une manœuvre de communication commanditée depuis près de deux ans par Emmanuel Macron. « La gauche et une partie du centre voient la famille comme un archaïsme et décrètent que les politiques familiales ne servent à rien ». Gauthier Gaillard parle enfin dans l'Opinion de « déni collectif ». Il dure seulement depuis cinquante ans.

Il est vrai que ce journal avait fait fort dans sa livraison du 9 juin. Le problème démographique vient « de la fin d'une exception française ». « Cela s'accélère et cela change tout ». Surtout l'opinion de l'Opinion. Car on l'a vu, tout était écrit de la façon la plus claire dès 2000 pour ne pas dire 1988 et la pilule ! La bonne blague du retournement soudain est ici parfaitement manifeste. « Problème, la France va devenir un pays de vieux ». Comme on l'a vu, tout était prévisible de façon chiffrée dès 2012 ! Oh surprise !

Un certain Noudelmann nous explique dans le livre « Peut-on encore dire la Vérité » que le mensonge général en politique est très récent et date... de 2016 et l'élection de Donald Trump. Avant, tout n'était que vérité et information sans biais. L'URSS pays du « mensonge déconcertant » n'a pas existé ! Et en France, tout va toujours très bien !

Le Canard Enchaîné dans sa livraison du 17 juin 2026 indique que l'invitation de Mme El Haïry, Haute commissaire à l'enfance, par un journal de Bordeaux, s'est révélée « cauchemardesque de A à Z ». « Invitée à réagir à la suppression du Ministère de l'enfance (sic) » elle aurait indiqué que la mesure était justifiée (resic) « parce qu'elle permettait de sortir de la logique du silo », le jour où on protestait contre l'assassinat de la petite Lyhanna retrouvée dans un silo à grain. Nommée par Macron pour faire plaisir au Modem et pour rassurer les mouvements LGBT+++ que la démographie en chute libre ne changerait en rien l'appui de Macron, sa nomination tourne à la mascarade.

« On ne gouverne pas en France. On gère l'opinion des minorités agissantes » a écrit un commentateur récemment. On continue surtout à « construire » l'opinion publique avec la plus totale désinvolture et le plus parfait cynisme, sans comprendre qu'on assassine le débat démocratique dans le pays de la liberté de parole. En associant aux mensonges systématiques certaines institutions dont on attendrait plutôt une parfaite honnêteté, on détruit à la racine, l'esprit républicain.

La seule vérité du moment est que nous n'en avons pas fini avec les malheurs de la vérité. Et qu'il serait temps de réagir.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile